



# «L'Afrique n'a pas besoin de capital étranger»

**AGRICULTURE** • Plus l'Afrique s'ouvre, plus elle creuse ses déficits alimentaires et même agricoles. Etudes à l'appui, l'économiste Jacques Berthelot démonte le mythe d'une mondialisation bénéfique au Sud.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**BENITO PEREZ**

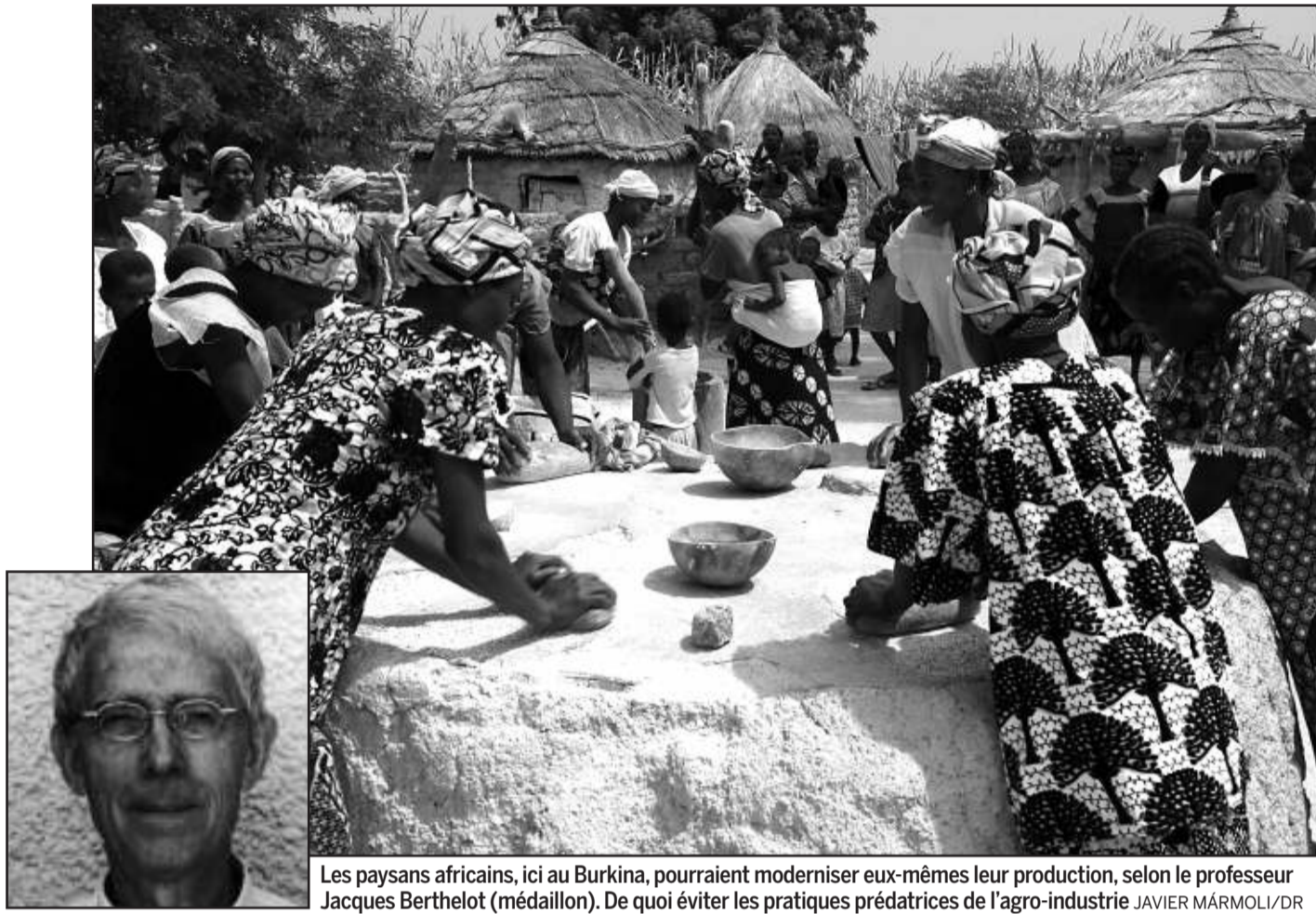
La retraite, Jacques Berthelot ne connaît pas. Depuis qu'il a quitté l'enseignement, cet ancien économiste de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Toulouse suit au plus près l'évolution du marché agricole et les négociations à l'OMC, notamment sous l'angle du développement des pays du Sud. Invité la semaine dernière à Genève pour les cinquante ans de l'Institut panafricain pour le développement (IPD), il analyse pour *Le Courrier* les défis posés à la paysannerie africaine.

Les investissements dans l'agriculture africaine ne cessent d'augmenter. Une bonne nouvelle? Jacques Berthelot: Pas pour l'Afrique! Depuis le début des années 2000, son déficit alimentaire a fortement augmenté. En Afrique subsaharienne, il a été multiplié par vingt! Si l'on inclut aussi les produits agricoles non alimentaires, il est passé de 3,7 milliards de dollars en 2001 à presque 20 milliards en 2011.

La situation est d'autant plus inquiétante que le continent fait face à un vrai problème démographique. En 2050, l'ONU prévoit que 2,7 milliards de personnes vivront en Afrique subsaharienne contre 830 millions aujourd'hui. Cela représente un défi en termes d'approvisionnement alimentaire mais aussi pour l'emploi. Or, selon la Banque mondiale (BM), la croissance agricole est 2 à 4 fois plus créatrice d'emploi que les autres secteurs!

L'autre grande préoccupation vient du changement climatique: les systèmes alimentaires du continent sont des plus fragiles, car très dépendants de la pluviométrie. Pas plus de 4% de la surface agraire subsaharienne est irriguée. Le dernier rapport du GIEC prévoit une réduction des rendements céréaliers.

Comment expliquez-vous ce creusement du déficit agricole alors que les grands projets agro-industriels se multiplient? Un rapport de la BM appelé *RuralStruc*<sup>1</sup> apporte un éclairage intéressant: à investissement équivalent, le rendement de l'agriculture familiale est beaucoup plus important que celui



Les paysans africains, ici au Burkina, pourraient moderniser eux-mêmes leur production, selon le professeur Jacques Berthelot (médaillon). De quoi éviter les pratiques prédatrices de l'agro-industrie JAVIER MÁRMOLI/DR

des grands projets! Si l'on ajoute les phénomènes de destruction de l'emploi, de pollution, d'érosion des sols ou encore d'exode rural provoqués par les exploitations industrielles, on comprend mieux cette trajectoire. Dès lors, comment ne pas être inquiet de voir l'appétit grandissant des fonds de pensions et de certains pays comme la Chine ou les Etats du Golfe persique pour les terres africaines?

L'Afrique n'a pas besoin de capitaux extérieurs pour moderniser son agriculture. Ce dont les paysans ont besoin pour investir, ce sont de prix stables et rémunérateurs. Ils ont besoin de voir sécurisée leur propriété foncière, développées les infrastructures rurales, la recherche agronomique et la formation, soutenues les organisations paysannes dans la création de valeur et l'impact sur les filières. En 2003, les pays africains avaient pris l'engagement de Maputo d'investir 10% de leur budget dans l'agriculture, il n'a pas été respecté.

Quel est l'impact des règles de l'OMC et des accords de partenariat économique entre l'Afrique et l'Union européenne? Immense. Il faut savoir qu'en Afrique, les droits de douane ou les taxes à l'exportation constituaient parmi les principaux revenus de l'Etat, la fiscalité des entreprises et des particuliers étant très faible. Ces accords de libre-échange – qui ont fortement réduit les premiers et limité les seconds – assèchent les finances publiques. A l'OMC, les pays africains ne pèsent rien (lire ci-contre). On ne les sent pas très investis. Ils ne sont ni organisés ni ne disposent de négociateurs suffisants et formés. Or l'année 2015 sera cruciale et il faudrait que ces pays arrivent à la conférence de Nairobi avec un projet de révision des règles de l'accord sur l'agriculture.

La victoire de l'Inde l'an dernier à l'OMC peut-il servir d'impulsion? L'Inde a réussi son coup et démontré que cette organisation peut aussi avoir des aspects positifs, puisque la règle du

consensus fait qu'un seul Etat peut tout bloquer. New Delhi a pu imposer le maintien de sa politique de stockage tant qu'un système équivalent assurant la sécurité alimentaire n'était pas défini au niveau multilatéral. Si les pays ACP (d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) voulaient bien s'unir et se donner les moyens d'agir, ils auraient une marge de manœuvre. Pour cela, il doivent s'ouvrir à leur société civile, souvent mieux formée et informée que les fonctionnaires. Les cadres des Ministères commerciaux ou diplomatiques de ces pays ont subi de véritables lavages de cerveau lors des stages dits de «remise à niveau» de l'OMC, de la BM, de la FAO ou de la Commission européenne. Souvent ils peinent à comprendre le fonctionnement réel de l'OMC, que les Etats-Unis et l'UE savent détourner à leur profit, trichant impunément, oubliant les accords qui ne leurs conviennent pas, etc. Ce n'est pas simple: la plupart des concepts utilisés par l'OMC sont piégés, ils ont été définis selon les intérêts des grandes puissances. Comme cette division arbitraire entre les «aides» qui sont autorisées et les «subventions» prohibées...

Que vous inspire le vent d'afric-optimisme qui a soufflé ces dernières années dans certains scénarios pour cause de forte croissance continentale? Cette croissance de 5%-6% a été provoquée principalement par les exportations de matières premières, notamment le pétrole. Or le cours de celui-ci est en chute libre... Ce n'est pas une croissance durable. 1

<sup>1</sup>Rural transformation and late developing countries in a globalizing world. Ce rapport est basé sur l'étude du Mexique, du Nicaragua, du Maroc, du Sénégal, du Mali, du Kenya et de Madagascar entre 2006 et 2010 (www.worldbank.org/af/ruralstruc)

## Comment donner du poids aux intérêts africains?

Si Jacques Berthelot plaide pour un plus grand activisme africain à l'OMC, d'autres invités de l'Institut panafricain du développement (IPD) sont davantage réticents. Parmi eux, le président d'honneur du Réseau des producteurs africains (ROPPA), Mamadou Cissokho. Invité à se prononcer sur la meilleure façon de renforcer la position africaine dans les négociations internationales, le volubile sénégalais répond par une autre question: «Si en vingt ans, l'OMC ne nous a rien rapporté, pourquoi en serait-il différent à l'avenir?» Et de trancher: «Dedans ou dehors, ça se décide sans nous!»

Pour lui, l'enjeu n'est donc pas de se mobiliser dans les organisations internationales mais à l'extérieur, pour faire échouer leurs plans. Il prend pour exemple le combat contre les accords de libre-échange au Nigeria, porté par la Chambre de commerce locale, ou plus classiquement celui des caféiculteurs du Burundi qui ont fait plier la Banque mondiale, désireuse de livrer la filière à l'industrie. Le leader paysan insiste: «On est fort quand on informe la population concernée, notamment les producteurs.» Déogratias Nyionkuru confirme à demi-mot: «Nous n'aurions pas gagné si nous n'avions pas menacé de boycotter le processus de la BM», convient le responsable d'ADISCO, une ONG soutenant les caféiculteurs du Burundi.

«On voudrait que l'Afrique se développe en s'ouvrant, ce que personne n'a réussi avant elle!» s'énerve Mamadou Cissokho. Aux partisans du processus de Doha, qui pensent le développement agricole du Sud par la suppression des subventions au Nord, il réplique par la «souveraineté alimentaire»: «L'intervention politique dans l'alimentation a toujours existé, elle permet d'adapter les coûts de production au porte-monnaie des consommateurs sur les pro-

### RENFORCER EN FORMANT

Fort de cinquante ans d'expérience, l'Institut panafricain du développement (IPD) s'est offert un studieux jubilé. «Nous n'avons pas seulement discuté, des décisions sont prises: un Service international d'appui aux organisations paysannes verra le jour», se réjouit Fernand Vincent. En réunissant l'IRED (Innovations et réseaux pour le développement) et l'Union africaine, le Genevois espère répondre aux demandes des militants, tant en Afrique que lors de leur venue à Genève. La démarche serait appuyée par le Centre d'accueil de la Genève internationale, assure le président de la fondation IPD.

A ce volet «ONG» s'ajoutera une seconde formation plus spécifiquement destinée aux négociateurs et autres experts étatiques. Là aussi, la formation serait partagée entre l'Afrique et Genève. L'expérience d'IDEAS Centre (lire ci-dessous) sera mise à contribution, de même que l'université, qui fournirait un cadre diplômant. A condition, toutefois, de trouver les financements. BPZ

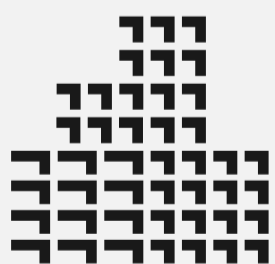
duits essentiels. C'est ça qui empêche les émeutes de la faim. En Afrique de l'Ouest, 70% de la population n'aurait pas les moyens de se nourrir au prix du marché», soutient le fondateur du ROPPA. Qui assure que dans sa région, les subventions à l'exportation n'existent pas.

Anne-Sophie Nivet voit les choses autrement: «Les pays en développement ne parviennent pas à remplir leurs quotas de subventions, car ils n'en ont pas les moyens financiers.» Pour rétablir l'équilibre, la responsable de projet à IDEAS Centre privilégie donc la voie de Doha. «Hors de l'OMC, c'est la jungle», plaide-t-elle. Financée par la Confédération et des pays de l'UE, son ONG avait accompagné quatre Etats africains (Tchad, Burkina Faso, Mali, Bénin, dit C4) désireux de contester au sein de l'OMC les subventions massives européennes et étasuniennes à leurs cotonniers.

Pour M<sup>me</sup> Nivet, cette «stratégie conjointe unique» a permis pour la première fois de positionner des petits pays dans un rôle propositionnel, mettant en exergue les inconspicues du Nord. Ce fut aussi l'occasion de former une vingtaine de négociateurs africains aux arcanes de l'organisation internationale. Si elle n'a pu obtenir de résultats concrets, l'opération prouverait tout de même que «l'union des petits pays fait la force».

Pas convaincu, Mamadou Cissokho voit là un épiphénomène: comment imaginer que l'Europe aide réellement les Etats africains à s'opposer à ses propres politiques? Et le Sénégalais de rappeler que la dynamique du C4 a été brisée lorsque le Burkina a ouvert, en 2008, ses portes au coton génétiquement modifié de Monsanto, rompant l'unité africaine contre monnaie sonnante et trébuchante en provenance des Etats-Unis. BPZ  
<sup>1</sup> Notre édition du 18 mai 2013.

PUBLICITÉ



**ASLOCA**

11 mars 2015  
20h30

Maison des Associations

salle Mahatma Gandhi  
rue des Savoises 15  
1205 Genève

## CONFÉRENCE PUBLIQUE

«Hausse des loyers, congés !

Comment exercer ses droits de locataires ?»

conférenciers:

**Carlo Sommaruga** et **Christian Dandres**  
conseiller national      député au grand-conseil  
vice-président asloca suisse      avocat à l'asloca genève

précédée par la projection du film :

«Dehors ! L'insécurité des locataires»

ASLOCA - 022 716 18 00 - www.asloca.ch

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.